



Confédération paysanne

Syndicats pour une agriculture paysanne et la défense de ses travailleurs

L'INTERDICTION DES NÉONICOTINOÏDES, RESPONSABLE DE TOUS LES MAUX DE LA FILIÈRE BETTERAVIÈRE ? C'EST FAUX !

En se plongeant dans les rapports de la CGB (rapport annuel 2019), section de la FNSEA qui a poussé à la réautorisation des néonicotinoïdes, dans les données Agreste, on s'aperçoit des raccourcis, parfois des mensonges, de la campagne pro-néonicotinoïdes :

■ **La filière aurait accusé cette année une perte de rendements due à la jaunisse et aux pucerons.**

Faux : La jaunisse est l'arbre qui cache la forêt. La baisse des surfaces emblavées en betteraves pour la campagne 2019-2020 (faute d'un prix rémunérateur pour les paysan-ne-s) et l'impact de la sécheresse sont deux éléments importants de la baisse de production pour la filière.

■ **Seule une baisse de rendement aurait occasionné une baisse de revenus aux producteur-riche-s.**

Faux : Une baisse du rendement impacte nécessairement le revenu des producteur-riche-s si les industriels ne font pas d'efforts sur les prix. Le revenu est bien plus mis à mal par la baisse significative des prix de la betterave depuis la fin des quotas sucriers. Sur un marché un minimum régulé et protégé, une baisse du rendement se verrait accompagnée d'une augmentation en conséquence des prix.

Dans un contexte où les industriels de la filière encouragent une course à la compétitivité sur les marchés européen et mondial ; la hausse des rendements apparaît alors comme nécessaire pour maintenir à flot la filière dans cette économie libéralisée et mondialisée.

■ **Cette baisse de rendement mettrait en péril la filière.**

Faux : C'est la stratégie de positionnement de la production française sur les marchés européen et mondial qui a entraîné une nécessité d'augmentation des rendements. L'augmentation de la production de la filière sert aujourd'hui à augmenter surtout la production d'agrocarburants, la France étant très largement excédentaire en sucre alimentaire.

■ **La filière ne peut survivre sans les néonicotinoïdes.**

Faux : La marge des producteur-riche-s s'est réduite à peau de chagrin sous l'in-

fluence de la libéralisation du marché. L'augmentation des charges provoquées par l'interdiction des néonicotinoïdes pèse beaucoup moins à côté de la baisse des prix. Dans un monde de compétition, il est logique pour les producteur-riche-s de réclamer toute arme de compétitivité pour s'en sortir malheureusement tant bien que mal. Le pouvoir politique et les représentants de la profession et de la coopération préfèrent alors remettre les néonicotinoïdes dans la balance plutôt qu'œuvrer à une revalorisation du prix de la betterave.

■ **La ré-introduction des néonicotinoïdes représenterait un enjeu pour notre souveraineté alimentaire.**

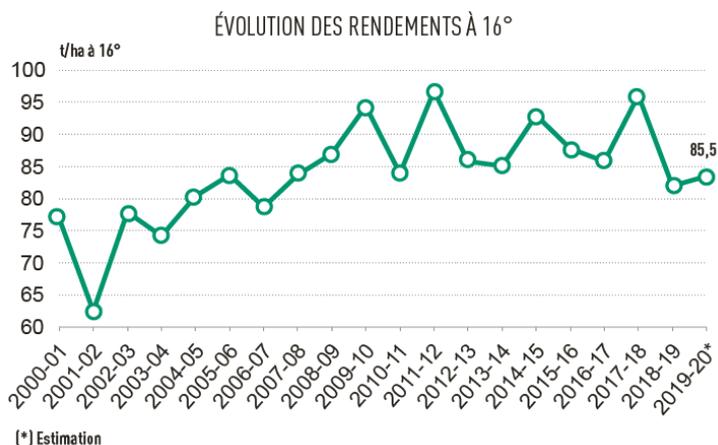
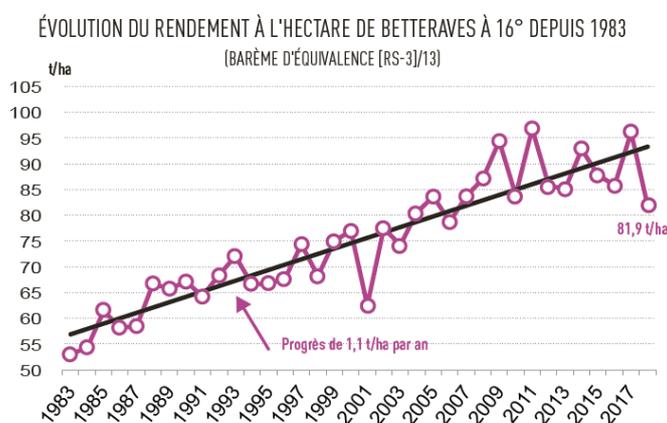
Faux : Sur la totalité des betteraves produites en France, seul un gros quart est consommé en France pour le sucre alimentaire. Le reste est exporté et/ou transformé en éthanol et en alcool.

Toutes ces contre-vérités assénées par la filière mais aussi le gouvernement et de nombreux élus montrent le renoncement des politiques face au monde économique. Or, leur responsabilité devrait être de s'attaquer aux racines du problème avant d'en gérer les conséquences.

UNE COURSE AUX RENDEMENTS ORGANISÉE POUR MAINTENIR DES PRIX BAS

Produire plus à moins cher, voilà le projet de la filière, en tout cas des industriels en situation d'oligopole comme Tereos. La filière est sur les rails d'une course à la compétitivité sans fin. Les objectifs de la filière sont donc à l'opposé de toute volonté de transition agro-écologique.

UNE ÉVOLUTION SPECTACULAIRE DES RENDEMENTS



Source : Confédération générale des planteurs de betteraves. Rapport annuel. Faits et chiffres. 2019

Selon Agreste, le rendement s'établirait pour la campagne 2019-2020 à 76,2 tonnes par hectare¹, ce qui en fait une année similaire au début des années 2000. Pourtant, à l'époque, les néonicotinoïdes existaient. La France ne manquait pas de sucre et les prix de la betterave étaient davantage sécurisés grâce aux quotas sucriers. Concernant la campagne 2017/2018, elle constitue une campagne atypique du fait de la sortie des quotas. Le niveau de production atteint lors de cette cam-

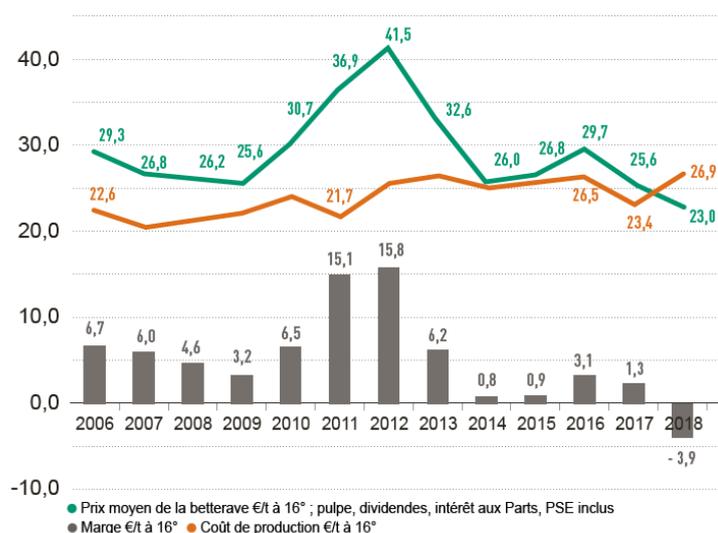
pagne révèle la course aux volumes accélérée par la libéralisation. Celle-ci ne peut donc pas être prise en exemple, comme le font une partie des acteurs de la filière. Les niveaux de production de sucre d'aujourd'hui sont donc à comparer aux années avant 2017. L'évolution du rendement à l'hectare des betteraves n'a pas cessé de croître, y compris avec des outils de compétitivité comme les pesticides, dont les néonicotinoïdes.

Cette logique doit cesser pour privilégier la valeur ajoutée au profit des producteur-riche-s, pour préserver les ressources naturelles du territoire et cesser le cercle vicieux de l'agrandissement des structures et de la désertification des campagnes.

1 Agreste Infos Rapides – Grandes cultures – septembre 2020 - n° 127

DES PRIX TIRÉS VERS LE BAS

ÉVOLUTION DE LA MOYENNE NATIONALE DU PRIX DES BETTERAVES, DU COÛT DE PRODUCTION BETTERAVE, ET DE LA MARGE NETTE DES BETTERAVES EN €/T À 16°



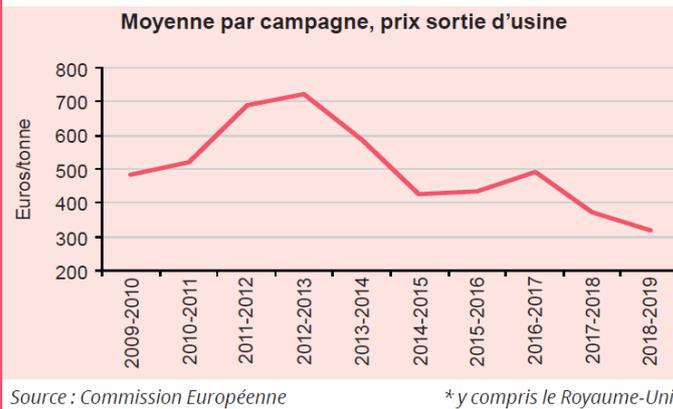
Source : Confédération générale des planteurs de betteraves. Rapport annuel. Faits et chiffres. 2019

Ces deux graphiques montrent que le problème ne date pas de l'interdiction des néonicotinoïdes, mais de bien avant 2018. Les prix de la betterave et du sucre se sont dégradés ces dernières années et c'est bien la dérégulation progressive qui a eu pour effet cette baisse du prix moyen de la betterave. La baisse de 2017 est en particulier flagrante et liée notamment à la fin des quotas. La

marge nette s'est réduite à peau de chagrin depuis 2014 et est même négative en 2018. La CGB elle-même expose des difficultés de mise en œuvre de la contractualisation post fin des quotas avec des «difficultés de négociation», «un manque de transparence sur la construction du prix des betteraves en fonction des prix du sucre ainsi que sur les prix des pulpes»¹. Avec un prix à 23 euros la

tonne et une perte de rendement annoncée de 15 %, pour revenir à un niveau de revenu équivalent à un rendement sans perte, il suffirait que le prix augmente d'au moins 15%, soit passe à 26,45 euros par tonne, ce qui est un prix quasi toujours atteint depuis 2006, jusqu'en 2016!

Prix moyen du sucre blanc en Union Européenne*

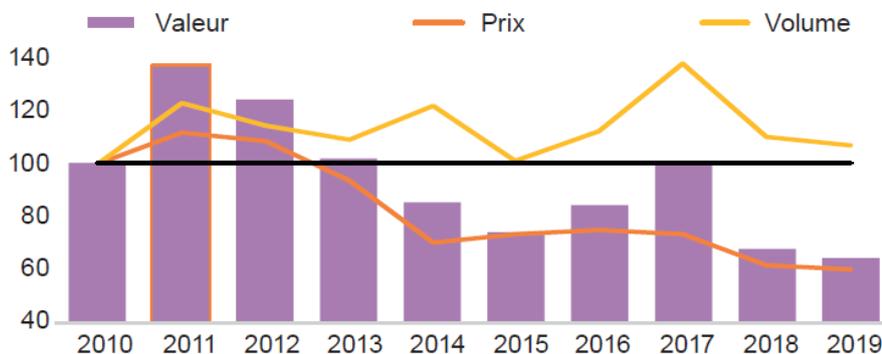


Source : Commission Européenne

*y compris le Royaume-Uni

Évolution de la valeur de la production de betterave sucrière en Grand Est

Valeur, prix et volume en base 100 en 2010



Source : Agreste, Compte de l'agriculture Grand Est

Ce graphique ci-contre résume notre propos. Le ciseau prix-volume est défavorable, ce qui entraîne une perte de valeur pour la production de betterave sucrière. Le problème n'est pas qu'on ne fait pas assez de volume, comme le clament la FNSEA et l'agro-business, mais bien que le prix est insuffisant. On touche ici du doigt qu'il ne peut y avoir de transition agroécologique durable sans doter d'outils de protection économique les marchés agricoles.

Organiser une course aux volumes relève de la facilité quand s'attaquer aux objectifs de reconquérir un prix pour un volume donné devrait être de la responsabilité des syndicats et des politiques.

1 : Confédération générale des planteurs de betteraves. Rapport annuel. Faits et chiffres. 2019

UNE BAISSÉ DE LA PRODUCTION LIÉE À LA BAISSÉ DES SURFACES

La filière estime la production 2020 à 32,2 millions de tonnes, ce qui est un niveau similaire au niveau des années 2010-2015 et un tonnage qui n'était pas atteint systématiquement dans les années 2000. En 2020, un recul conséquent des surfaces a été enregistré : on se situerait à 423 000 ha contre 447 000 hectares en 2019¹, soit une baisse de 5,4 % environ des surfaces.

Et ça ce n'est pas dû aux pucerons... mais à la baisse des cours du sucre qui a conduit les betteraviers à réduire leurs superficies emblavées en betteraves pour la campagne suivante. Avec des prix d'achat de plus en plus bas, de moins en moins de surfaces, l'équation devient vite insoluble quand les rendements baissent aussi.

Produire plus à moins cher sur moins de surfaces, voilà ce qui est demandé par les industriels du sucre et des agrocarburants. Et cela ne peut se faire qu'au détriment de l'environnement, de la biodiversité et de l'emploi paysan. Et c'est cette voie-là qu'ont décidé de soutenir coûte que coûte le gouvernement, une partie importante des élu-e-s et la FNSEA.

RÉGULER ET RÉMUNÉRER À UN JUSTE PRIX.

Il est important de rappeler que des secteurs comme le sucre, le lait et le vin ont construit leurs forces durant une période de régulation des marchés à l'échelle européenne. Ces trois productions bénéficiaient toutes d'outils de régulation : quotas, intervention publique, etc. La course à l'export et l'ouverture des marchés, notamment par les accords de libre-échange, sont des erreurs stratégiques majeures pour l'agriculture française et ses travailleurs-euse-s.

Aujourd'hui, on comprime les prix, les revenus ne suivent pas et les surfaces en betteraves diminuent en conséquence. Donc, pour garder le même volume global pour le potentiel des usines de transformation, il faut faire encore plus de rendement, tout ça pour maintenir les profits d'un monopole industriel et financier qui ne sert en rien les paysan-ne-s.

Si les prix étaient sécurisés et rémunérateurs, on pourrait au contraire conserver davantage de surfaces à des rendements moindres, notamment en développant la betterave bio dont les besoins ne sont couverts qu'à 10 % au sein de l'Union européenne. Alors que la production actuelle de sucre est largement excédentaire et part de plus en plus sous forme d'éthanol dans le réservoir des véhicules motorisés.

Une fluctuation de 15 % à la hausse ou à la baisse de la production pourrait être facilement absorbée dans un contexte de prix sécurisés. Mais, avec la disparition des quotas et la dérégulation des marchés, toute volatilité des prix ou des rendements a maintenant des impacts dévastateurs. On revit ce qu'a vécu la filière laitière qui a subi de plein fouet la crise à la sortie des quotas en 2015-2016.

Sauf que personne n'avait osé remettre en place hormones de croissance et farines animales pour compenser des politiques libérales hasardeuses et assassines.

Les acteurs de la filière prétendent protéger les producteur-riche-s, tout en poursuivant leurs exigences de dérégulation. Or Les divers graphiques présentés montrent bien qu'il ne s'agit pas de rendements, mais de prix.

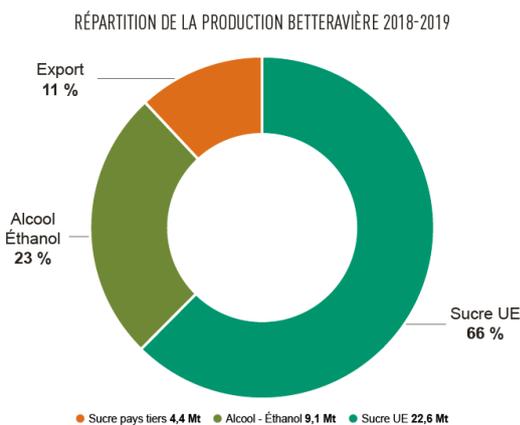
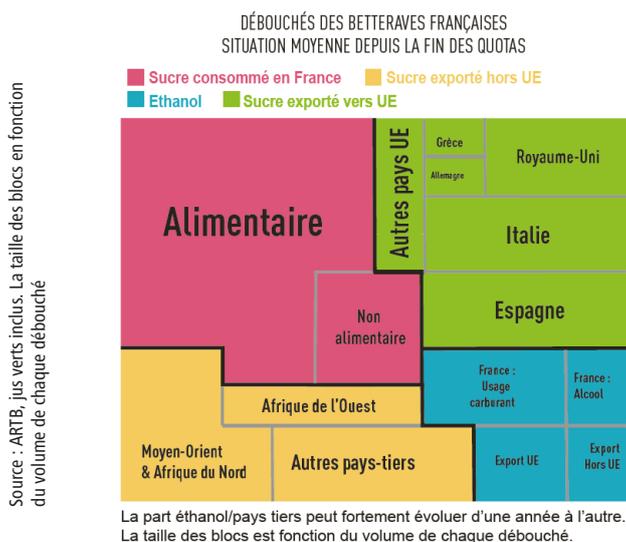
En revendiquant 4 € de plus à la tonne de betterave, on y gagnerait plus qu'en réintroduisant les néonicotinoïdes. Mais les pouvoirs publics et les industriels de la filière préfèrent continuer à détruire la nature et sous-payer le travail paysan plutôt qu'améliorer leur rémunération pour assurer la transition. Où est le courage politique ?

1 : Source : Agreste Conjoncture. Grandes cultures. Septembre 2020 - n° 2020-127.

DES RENDEMENTS POUR LA PRODUCTION D'AGROCARBURANTS

La filière poursuit depuis plusieurs années l'augmentation des rendements au service de la production d'agrocarburants ! Pourtant, le discours pro-néonicotinoïdes utilise à outrance le concept de « souveraineté alimentaire », alors qu'elle n'est en rien compromise. L'objectif recherché est de rétablir un statu quo libéral et destructeur pour le climat au profit des grands industriels et aux dépens des paysan·ne·s, des citoyen·ne·s et de la biodiversité.

CONTRAIREMENT À CE QUI EST ANNONCÉ, IL N'Y AURA PAS D'ATTEINTE À LA SOUVERAINÉTÉ ALIMENTAIRE



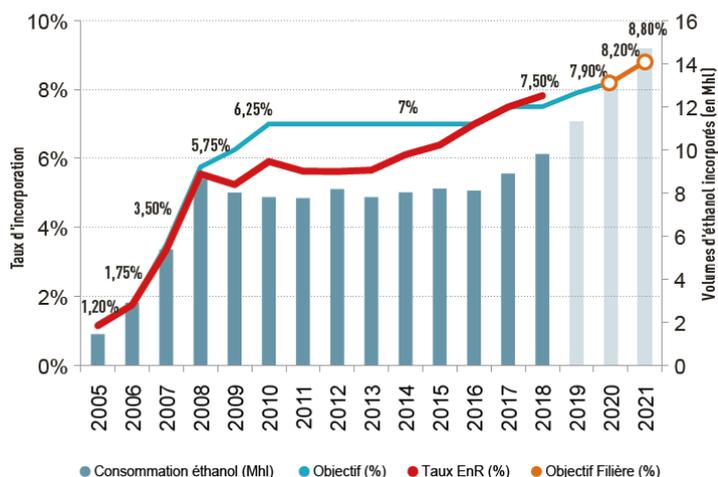
Au final, seul un gros quart de la production de betteraves sert à la consommation française de sucre. Une grosse partie est exportée, majori-

tairement sur le marché européen. Enfin, en 2018-2019, près d'un quart de la production de betterave française a servi à la fabrication d'al-

cool/éthanol. Même avec une baisse moyenne de 15 %, sûrement surestimée, seule la partie destinée aux agrocarburants serait touchée.

POUR QUELQUES LITRES DE FUEL DE PLUS LA FILIÈRE SUCRE ENTAME UNE MUTATION POUR DEVENIR UNE FILIÈRE DE PRODUCTION D'AGROCARBURANTS

ÉVOLUTION DU TAUX D'INCORPORATION D'ÉTHANOL DANS L'ESSENCE



Si les néonicotinoïdes introduits permettent de poursuivre la course aux rendements (ce qui n'est même pas certain, car d'autres facteurs auront toujours des effets sur les rendements) ceux-ci serviront essentiellement à alimenter nos voitures avec des agrocarburants dont le bilan climatique et environnemental est catastrophique. S'il y a bien une attaque à la souveraineté alimentaire, c'est la production d'agrocarburants elle-même. Elle mobilise, en France et dans le monde entier des terres qui doivent conserver avant tout une vocation alimentaire.

Les mensonges sur toute la ligne s'accroissent autour de cette loi « néonicotinoïdes » et celles et ceux qui relaient ces mensonges sont complices de ce scandale qui vise à nous faire croire que nous manquerons de sucre demain à cause des pucerons !

UNE COMPÉTITIVITÉ FAITE SUR LE DOS DES PRODUCTEUR-RICE-S

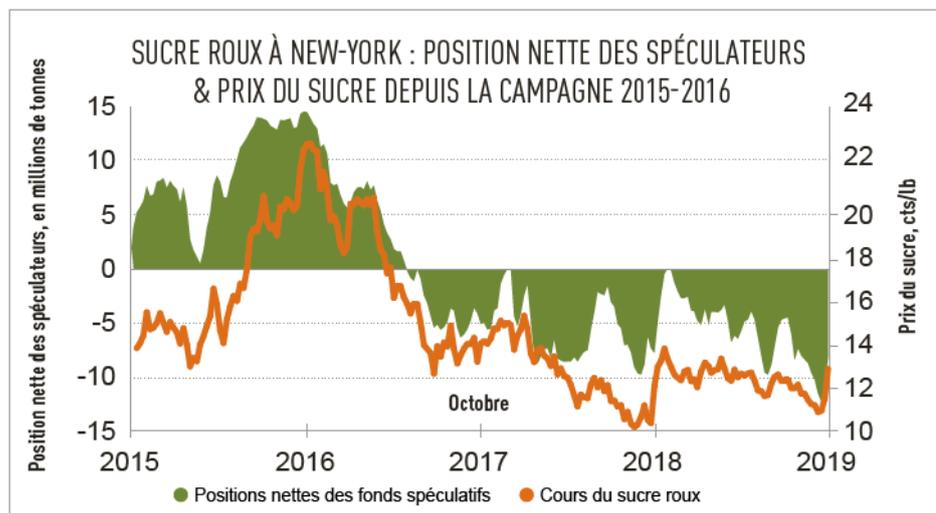
Le développement des agrocarburants et la compétition intra et extraeuropéenne ont comme conséquence la baisse des prix de la betterave, ce qui met en difficulté les paysan-ne-s. Les stratégies spéculatives sur les marchés financiers et les profits recherchés par l'agro-industrie captent la valeur ajoutée du travail paysan. Croit-on vraiment que la réintroduction des néonicotinoïdes va protéger à long terme une filière structurellement fragilisée dont les premières victimes sont les paysan-ne-s et les salarié-e-s de l'agroalimentaire ?

SPÉCULER SUR LE DOS DES PAYSAN-NE-S ET LEUR TRAVAIL

Le graphique ci-dessous montre comment le prix du sucre est impacté par les positions des spéculateurs sur le marché. Ces mouvements spéculatifs ont bien plus d'effets que le puce-

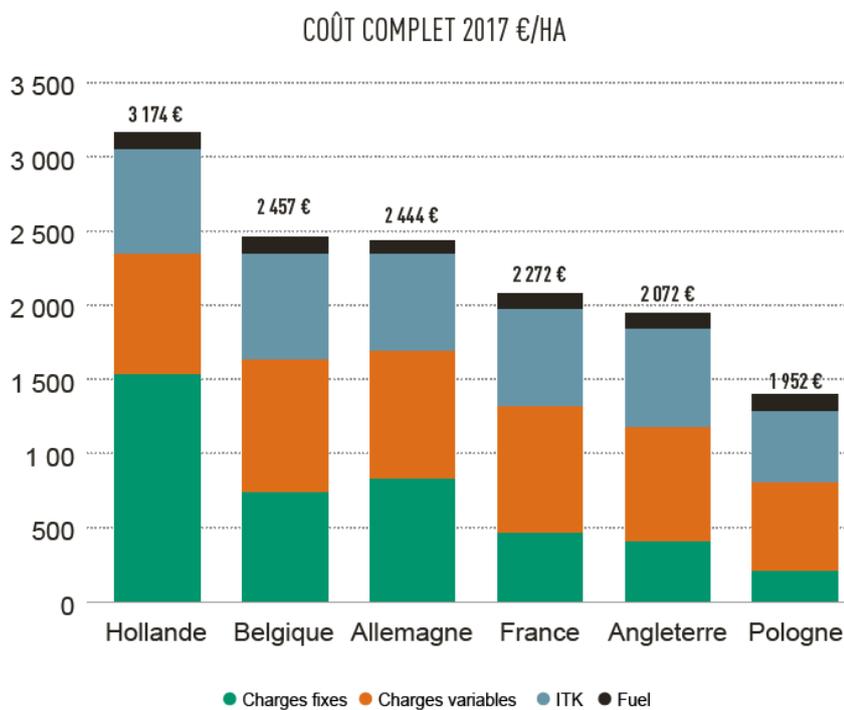
ron sur la filière sucre. Protéger le marché du sucre des spéculations boursières serait bien plus efficace que réintroduire les néonicotinoïdes. Des solutions qui conjuguent justice

sociale et justice environnementale existent donc, c'est le courage politique qui manque pour s'attaquer aux racines du problème. Extrait du rapport de la Confédération générale des planteurs de betteraves. Rapport annuel. Faits et chiffres. 2019 : « Les fonds spéculatifs, qui avaient participé à la reprise du marché du sucre pendant la campagne 2015-2016, n'ont cessé, pendant toute la campagne, de miser sur une baisse des cours. En fin de campagne, ils ont ainsi battu un record de position nette à la vente de plus de 12.2 Mt. Cette position a empêché tout retournement de tendance des cours sur la campagne. On notera néanmoins que l'effet n'a pas été aussi baissier qu'il aurait pu l'être, à l'échelle de la campagne. Certains pourront y voir un début d'effet des fondamentaux à l'œuvre, pour la campagne suivante. Enfin, la fin de campagne a vu une amorce de modification de perception, avec un désengagement à la vente de la part des fonds, amorçant une légère reprise du marché. »



Source : CGB.

LES NÉONICOTINOÏDES COMME UNE ARME DE COMPÉTITIVITÉ



Source : ARTB

La filière française se situe dans une course à la compétitivité. Elle a des coûts de production moindres que les Pays-Bas, l'Allemagne et la Belgique. Seule la Pologne a des charges plus faibles. La CGB estime à 70 euros par hectare la perte engendrée par l'interdiction des néonicotinoïdes. Le graphique nous montre que même avec ce surcoût la France resterait plus « compétitive » que l'Allemagne.

Dans un contexte de baisse des prix pour la filière, tout est bon à prendre pour récupérer un peu de valeur. Quitte à produire dans des conditions sanitaires et environnementales déplorables.

Pour nous, la réponse n'est pas de réintroduire les néonicotinoïdes, mais bien de retrouver un prix rémunérateur de la betterave.

DÉFENDONS UNE VISION À LONG TERME POUR LA FILIÈRE SUCRIÈRE

Les paysan-ne-s touchés doivent être soutenus, les apiculteur-riche-s doivent être préservés, les citoyen-ne-s doivent être entendus, des solutions existent : indemniser, réguler, rémunérer et accompagner la transition.

Les pesticides de synthèse sont avant tout les outils d'une guerre économique, et permettre aux paysan-ne-s de s'en affranchir, c'est leur redonner du pouvoir et de l'autonomie. C'est cet enjeu qu'il faut avoir à l'esprit lorsque des décisions sont prises, comme celle concernant les néonicotinoïdes. Pour cela, il faut faire le choix volontariste, avec les paysan-ne-s, de rendements intégrés dans un agro-écosystème favorable à la santé des plantes, de l'environnement et des humains. Ce choix doit s'accompagner de réformes et d'actes politiques forts au niveau national et européen pour ne pas le subir et mieux affronter l'avenir. Car continuer à accepter cette course à la hausse de production pour les seuls profits de l'industrie sucrière, c'est nous exposer après demain à une crise plus grave encore. Quand Tereos aura épuisé en France tous les artifices possibles à cette course (chimie, restructuration des sucreries et baisse du revenu paysan), il se tournera davantage encore vers des pays où des règles moins contraignantes lui permettront d'assouvir sa soif de profits. Nous nous retrouverons alors cette fois-ci complètement démunis face à ce scandale inacceptable, mais inéluctable si cette logique n'est pas rompue.

En s'attaquant aux racines du problème, on peut résoudre à la fois les questions sociales, économiques, territoriales et environnementales :

- Indemnisations des pertes dans les zones les plus impactées
- Création d'un fond mutuel et solidaire de gestion des risques climatiques et sanitaires.
- Réintroduction d'outils de régulation des marchés agricoles : quotas sucriers ;
- Interdiction de la spéculation boursière et financière sur les denrées alimentaires ;
- Fin des agrocarburants, fausse bonne idée aux conséquences catastrophiques pour la souveraineté alimentaire et le climat ;
- Fixation de prix rémunérateurs pour les producteur-riche-s agricoles, en arbitrant les relations commerciales des filières alimentaires ;
- Réorientation des politiques agricoles et alimentaires pour accompagner la relocalisation et la transition du modèle agricole et alimentaire ;

Prenons l'exemple du sucre bio. Le marché européen du sucre bio représente aujourd'hui près de 250 000 tonnes, dont 10 % seulement sont couverts par du sucre de betterave bio produit à petite échelle dans quelques pays d'Europe, le reste provenant d'Amérique du Sud et d'Asie.

Si on veut parler de souveraineté alimentaire, parlons alors du sucre bio pour lequel nous sommes déficitaire. Pourquoi ne pas augmenter ainsi les surfaces emblavées en betterave ou remplacer celles destinées à la production d'éthanol pour nos voitures, mais en bio. Et là, pas besoin de néonicotinoïdes...

Enfin, c'est l'ensemble du paradigme qu'il faut changer : arrêter de rechercher le rendement maximal, quels que soient les outils pour y parvenir (pesticides, engrais de synthèse, OGM...), mais privilégier les interactions avec la biodiversité : plus petites parcelles, haies, agroforesterie, cultures associées, diversification... Misons sur l'autonomie des producteur-riche-s. Pour qu'ils s'affranchissent de l'agro-industrie et de ses outils destructeurs de notre avenir et notre santé, il faut sécuriser leur revenu et les accompagner, ne pas les enfermer dans l'impasse où ils et elles se trouvent.